

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 72 (1980)
Heft: 9

Artikel: L'inflation galope
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-386020>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'inflation galope

Après s'être ralentie momentanément en 1978, l'inflation est repartie de plus belle, assombrissant tout autant les entretiens des responsables gouvernementaux que les conversations des habitués du Café du Commerce, les uns soucieux d'équilibrer le budget de l'Etat, les autres de boucler leurs fins de mois.

Après un court répit entre 1977 et 1978, les taux d'inflation ayant généralement décliné, 1979 a vu une nouvelle flambée des prix aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement. La spirale inflationniste continue ainsi en 1980 à ronger les revenus partout dans le monde.

Un doublement en Israël

Parmi les 72 pays pour lesquels des données sont disponibles, l'Argentine a connu en 1979 le taux d'inflation annuel le plus élevé, presque 140 %. Néanmoins, ce taux marquait une amélioration sur les taux enregistrés dans ce pays en 1977 (160 %) et en 1978 (170 %).

En Israël, le coût de la vie a continué à augmenter pour atteindre 111 % en 1979, c'est-à-dire plus du double de l'année précédente (48 %) et de 1977 (43 %).

Même la Suisse, qui avait maintenu ses taux annuels d'inflation à 1 % et au-dessous au cours des années 1977 et 1978, n'a pas échappé complètement à la hausse généralisée de 1979, puisqu'elle a enregistré une hausse des prix de plus de 5 %.

A l'autre extrémité de l'échelle, les taux d'inflation se sont abaissés, au cours des trois dernières années, à 4,4 % au Koweït, et se sont maintenus à 4,7 % en Autriche, aux Pays-Bas et en Norvège en 1979.

Ces constatations sont basées sur l'évolution des indices généraux des prix à la consommation de 72 pays sur la période de décembre 1977 à décembre 1979, publiés par le *Bulletin des statistiques du travail* du BIT. Ces indices peuvent fournir d'utiles indications sur l'évolution du coût de la vie, mais dans ce genre de comparaisons internationales, on doit tenir compte des différences de définitions, de portée et de méthodes utilisées dans les différents pays pour l'élaboration de leurs indices des prix à la consommation.

Une hausse continue

Des données plus récentes disponibles pour le premier trimestre de 1980 montrent que la tendance générale à l'accélération de l'inflation ne s'est pas relâchée: en janvier 1980, par exemple, les hausses mensuelles se sont élevées à 4,9 % en Yougoslavie, à 3,4 % en Suède, à 3,2 % en Italie, à 2,9 % en Grèce et à 2,5 % au Royaume-Uni.

La forte tendance inflationniste de 1979 est directement ou indirecte-

ment imputable, dans bien des pays, à l'augmentation considérable des prix du pétrole. Sur les 24 pays développés pour lesquels des données sont disponibles, 8 ont connu une hausse se situant entre 10 et 20 % en 1979, dont la France (11,8 %), le Danemark (11,9 %), les Etats-Unis (13,4 %), l'Espagne (15,5 %), la Nouvelle-Zélande (16,5 %), le Royaume-Uni (17,2 %) et l'Italie (18,8 %).

Au Portugal et en Grèce, les taux d'inflation ont atteint respectivement 22,4 % et 24,7 %, soit le double du taux d'inflation enregistré dans ces pays en 1977.

Parmi les dix pays développés qui ont connu une hausse modérée en 1979 figurent la Belgique, avec 5,1 %, la République fédérale d'Allemagne, avec 5,4 %, le Japon, avec 5,7 %, le Canada et la Suède, avec 9,8 % et l'Australie, avec 10 %.

Des tendances diverses

La courbe de l'inflation dans les pays en développement a connu des tendances plus diverses entre 1977 et 1979, certains pays enregistrant à la fin de cette période de trois ans des taux d'inflation annuels inférieurs de près de moitié à ceux de 1977: ainsi l'Ethiopie dont le taux d'inflation n'est que de 7,7 % en 1979 contre 14,4 % en 1977.

Parmi les autres pays où l'inflation est moins élevée en 1979 qu'en 1977 figurent l'Egypte (9,8 % contre 17,7 %), la Côte-d'Ivoire (13,8 % contre 21,6 %) et le Ghana (32,6 % contre 45,4 %).

D'autres pays africains, le Malawi, la Sierra Leone et Maurice, sont parmi les pays qui ont connu en 1979 un taux d'inflation supérieur à 20 %. En République de Corée et aux Philippines, les taux d'inflation ont pratiquement doublé entre 1977 et 1979, atteignant alors 21,2 % et 21,5 % respectivement.

Il est d'autres pays d'Asie et d'Océanie où les taux d'inflation situés entre 11 et 16 % en 1979 dépassent ceux de 1977: Fidji, Hong-kong, Inde, Népal, Sri Lanka et Thaïlande.

En Amérique latine et Europe de l'Est

L'inflation en Amérique latine connaît des mouvements irréguliers et des taux élevés. Par exemple, le taux d'inflation du Chili est tombé de 63,5 % en 1977 à 30,3 % en 1978 pour atteindre 38,9 % en 1979. D'autres pays d'Amérique latine ont connu en 1979 des taux d'inflation supérieurs à 30 %: le Brésil, la Colombie, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, dont le taux de 83,1 % n'est dépassé que par celui de l'Argentine.

Outre les hausses des prix des produits pétroliers, d'autres facteurs comme la dévaluation de la monnaie ou des catastrophes naturelles peuvent être rendus responsables de l'augmentation des taux d'inflation en 1979, augmentation qui se poursuivra vraisemblablement en 1980 dans les 72 pays couverts par les statistiques du BIT.

Ces chiffres intéressent particulièrement les pays à économie de marché, seules la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Yougoslavie – parmi les pays à économie planifiée – ayant fourni des statistiques à cet égard.

Les statistiques concernant ces pays indiquent qu'ils ont aussi été frappés par une augmentation de l'inflation au cours de la période 1977–1979. La Yougoslavie a enregistré les taux les plus élevés: 23 % en 1979 contre 14,2 % en 1977. La Hongrie vient ensuite avec 14,3 % en 1979, une forte augmentation par rapport aux 3 % de 1977. La Tchécoslovaquie a également enregistré une augmentation: 5,7 % en 1979 contre 2,3 % en 1977.

Sombres perspectives

Les statisticiens des pays de l'OCDE brossent un sombre tableau de la situation économique dans les années quatre-vingt, prévoyant des difficultés aussi sérieuses que celles qui suivirent la crise du pétrole de 1973. Dans les pays occidentaux industrialisés, l'inflation pourrait atteindre en moyenne 12 % durant la première moitié de 1980 et descendre juste au-dessus de 10 % dans la première moitié de 1981, tandis que les pays en développement connaîtraient un endettement croissant.

En outre, les économistes de l'OCDE s'accordent à souligner qu'à l'exception du Japon, les pays de l'OCDE connaîtront probablement une forte montée du chômage qui pourrait, mi-1981, toucher 24 millions de personnes, soit plus de 6 % de leur population active. Ceci ne ferait qu'ajouter davantage encore aux maux d'économies aux prises avec l'inflation.